

Les crédits

Entre autres difficultés, nous ne pouvons plus isoler les pauvres comme avant. C'est impossible, monsieur le Président. Il existe maintenant une foule de gens qu'on appelle les travailleurs pauvres. Ils vont être extrêmement mécontents. Ils ne sont pas habitués à être pauvres. Ils n'aiment pas l'être et ils n'accepteront pas longtemps de l'être. Certains d'entre eux sont venus me voir.

J'ai remarqué, entre autres, que beaucoup de propriétaires de petites entreprises ne veulent pas percevoir de taxes et ne s'en cachent pas. Leurs raisons sont évidentes. Ils se disent: «Pourquoi devrions-nous nous donner la peine de tenir des registres pour le gouvernement du Canada ou de l'Ontario ou pour n'importe quel autre gouvernement si on ne nous paie pas pour le faire? Nous ferons des réparations chez vous et vous ne paierez pas de taxes.» Cette tendance existe déjà dans bien des domaines et elle se répandra de plus en plus au Canada. Quand les gens pensent qu'une taxe est injuste et qu'ils décident de ne plus coopérer à sa perception, ils ne tiennent tout simplement pas de registres. Le gouvernement perd des recettes. Ils empochent 10 dollars de moins et ils s'en vont. Nous allons voir cela de plus en plus. Aujourd'hui j'ai vu un avis sur un mur qui disait: «Si vous désirez payer par chèque ou carte de crédit, ou si vous voulez un reçu, chacun de ces services vous coûtera 20 ou 30 dollars.» C'est alors que la taxation se fait du tort à elle-même. Si les gens deviennent plus pauvres, s'ils se sentent broyés par la machine, ils chercheront des moyens d'y échapper.

• (1700)

La solution pour le gouvernement du Canada, le gouvernement des provinces ou les administrations municipales sera de dire: «Une minute, nous ne pouvons plus nous permettre de continuer ainsi.» Nous savons comment construire des logements coopératifs. Nous savons comment donner aux gens un travail utile et productif. Nous savons comment faire pour que les gens subviennent dignement à leurs besoins. Nous sommes fiers de ce pays. Parfois je me fâche lorsque j'entends quelqu'un me dire: «Aucun pays au monde n'a un régime d'assistance sociale comme le Canada.» Foutaise, beaucoup de pays en ont des semblables. Les gens sont très fiers du fait que nos personnes âgées ont une pension. Oui, bien sûr, mais tous nos systèmes sont menacés et tous laissent pour compte de plus en plus de monde.

Il y a une dernière chose que je voudrais mettre au compte rendu. Je me souviens d'un voyage à Moosonee, alors que j'étais membre de l'Assemblée législative de l'Ontario. Je faisais partie d'un comité législatif qui se rendait à Moosonee par le train et dont les membres

avaient tendance à se plaindre parce que nous étions obligés d'emprunter ce mode de transport. Ce n'était pas un voyage de première classe, mais il était amusant de voir le train s'arrêter pour prendre des gens qui sortaient du bois et les embarquer avec tout leur matériel, canot compris. Nous sommes ensuite allés au motel à Moosonee et, là encore, mécontentement général parce qu'il n'y avait qu'un téléviseur par étage, et encore en noir et blanc, les portes étaient fermées à dix heures et il n'y avait pas grand chose à faire à cette heure-là.

Le lendemain nous avons entendu beaucoup de personnes qui nous ont dit des choses comme celle-ci: «Je connais des gens qui vivent dans des barraques, qui n'ont ni télévision, ni travail, ni pension, ni éducation, ni avenir. L'avenir pour eux, c'est probablement une bouteille de vin bon marché.» Le soir, nous avons remis un peu les choses en perspective, nous qui nous étions sentis brimés parce que nous perdions notre confort matériel.

Ce qu'il faudrait peut-être aux députés, ici présents, c'est qu'ils ouvrent un peu les yeux et regardent autour d'eux, qu'ils regardent les problèmes qu'ont les Canadiens. Alors, certains de nos arguments, entre différents partis au sujet de différentes régions, prendraient un sens particulier. Ils constituent un élément essentiel de notre vie politique, certes, mais une fois de temps en temps nous devrions mettre nos différences de côté et nous attaquer aux véritables problèmes, aux choses qu'un Parlement peut résoudre, aux choses comme la pauvreté. Nous devrions parler de questions plus générales, comme le pays que nous voulons. Avons-nous un plan pour nous sortir de la situation dans laquelle nous nous trouvons, pour trouver des solutions susceptibles de résoudre notre problème? Nous devrions nous en donner un.

L'hon. John McDerimid (ministre d'État (Privatisation et affaires réglementaires)): Monsieur le Président, j'ai écouté avec un vif intérêt le discours de mon collègue d'Oshawa. Il a parlé de beaucoup de problèmes que nous, en tant que parlementaires, rencontrons et qui nous exaspèrent. Par exemple, les règles. Nous devons tous nous plier à ces règles dans ces diverses situations. Peu importe le système en place, il comporte toujours un ensemble de règles.

On n'établit cependant pas les règles pour les gens qui ont besoin d'aide et qui utilisent bien le système. On les établit pour ceux qui abusent du système. C'est là le côté déplorable de toute la question. À cause de ceux qui abusent du système, nous devons tout à coup établir des règles pour nous assurer qu'ils n'en abusent pas. Si des gens n'abusaient pas des règles en place, peu importe sur